



Miramas le 25 juin 2015

Monsieur Guillaume Pepy Président SNCF 34 Rue du Commandant Mouchotte 75 699 PARIS CEDEX 14

Objet : demande de table ronde relative à l'avenir de la plateforme de triage de Miramas N/Réf : MG/TT/FV&JYP - 2015

Monsieur le Président,

En 2010, avec votre aval, une table ronde au plus haut niveau s'est tenue en Mairie de Miramas sous l'égide du Directeur général de Fret Sncf et du Préfet de Région Provence Alpes Côte d'Azur, avec le soutien engagé de Michel Vauzelle, Député et Président de Région et en notre présence.

Lors de cette table ronde, les cheminots de Miramas ont su trouver les arguments techniques et commerciaux pour convaincre vos représentants de maintenir l'activité de la plateforme de triage de Miramas (la dernière du sud de la France et un outil technologique remarquable), malgré l'avis inverse de certains « experts » de la Direction régionale de Fret Sncf.

Vous avez validé ces orientations et, depuis lors, la plateforme et les agents Sncf qui la servent ont montré leurs compétences, vous donnant raison dans votre choix de les maintenir en activités.

Pour rappel, depuis lors, la plateforme de triage de Miramas, représente :

- 11 % du chiffre d'affaires de Fret Sncf et n'est donc pas responsable des problèmes de cette société de votre groupe,
- 100 millions d'euros de chiffre d'affaires
- une progression constante d'activités : + 20 % de son activité depuis 2012,
- des perspectives de croissance importantes : un client comme Arcelor va augmenter son activité de 20% en 2016 et basculer son trafic sur l'Espagne (représentant 15 millions d'euros annuels) du maritime à Fret Sncf.
- seulement 32 millions de charges, réduites d'un tiers en trois ans.

La plateforme, qui s'est déjà lourdement restructurée (perte de 330 cheminots depuis 2007), est plus que jamais la porte ferroviaire du Grand Port Maritime de Marseille et de la Zone-Industrialo-Portuaire de Fos-sur-mer. C'est un enjeu national d'aménagement du territoire.

Dans ce contexte, l'intention de la Direction régionale de Fret Sncf et de son dirigeant local de porter une lourde atteinte à l'activité du site est totalement incompréhensible. Vouloir licencier plus de 50 cheminots spécialisés (dont 6 dans quelques jours), soit un tiers des effectifs, est une véritable provocation.

Elle s'appuie sur les recommandations d'un audit strictement financier, peu sérieux et peu crédible sur les aspects organisationnels, contredisant même certaines préconisations de précédents audits internes Fret Sncf.

Il serait difficilement supportable pour notre ville et notre région de voir dans cette démarche brutale une forme de revanche d'une Direction régionale de Fret Sncf à l'encontre des cheminots d'un site et des élus locaux qui ont su se mobiliser techniquement pour obtenir de votre part l'inversion de leur décision de 2010, et donc un désaveu jamais supporté.

Bien des indices nous le laissent malheureusement croire depuis fort longtemps.

Nous tenons à porter à votre connaissance l'extrême colère des cheminots du site qui n'ont plus rien à perdre et ne supportent plus de subir sans cesse de telles agressions malgré leur engagement positif pour sauver la plateforme de triage.

Nous avons été témoins de cette détermination le 25 Juin dernier, avec un triage mobilisé à 100%, et fait notable de l'implication dans cette action, la majorité de l'encadrement, en souffrance, refusant d'appliquer les préconisations de cet audit.

Un moratoire, une suspension de ce projet a été demandée à la Direction de Fret Sncf afin de retrouver un climat serein et constructif, climat qui s'était pourtant instauré pendant 3 ans (2011/2014) avant la venue du nouvel Dirigeant d'Unité mis en place par le directeur de la DFAC.

Nous faisons donc appel à votre arbitrage une nouvelle fois pour que le dialogue et la raison s'instaurent.

Nous vous proposons de réunir de nouveau et dès que possible une table ronde au plus haut niveau en mairie de Miramas. Elle se tiendrait, à votre initiative avec les représentants des cheminots de Miramas, des représentants de votre direction Fret nationale, des représentants des services de l'Etat et vos serviteurs.

Confiants dans votre sagesse, et dans l'attente de votre réponse que nous espérons favorable,

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de notre haute considération.

Jean-Yves PETIT Vice-Président de la Région PACA Délégué aux transports

Frédéric VIGOUROUX Maire de Miramas Député suppléant

Copie pour information :

Monsieur Alain VIDALIES - Secrétaire d'Etat aux Transports, à la Mer et à la Pêche Monsieur Michel VAUZELLE, Député, Président de la Région PACA Monsieur Gaby CHARROUX, Député Maire de Martigues Monsieur Michel CADOT, Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône Monsieur Fabrice TRANKLE, Secrétaire général de la CGT Cheminots de Miramas